

**4 Économie**

**Comité de politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)  
Le taux de croissance de la zone Cémac revu à la baisse**

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

Selon la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la croissance des pays membres de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cémac) va se situer en 2016 à 1,0%. Un taux en baisse, comparé au 1,7% annoncé en octobre et au 1,8% prévu en juillet 2016 par la même institution.



Photo : F.A.  
Le gouverneur de la beac Lucas Abaga Nchama.



Photo : JOE MANIANGA

Le Comité politique monétaire de la BEAC a revu à la baisse le taux de croissance de la zone Cémac.

LE Comité de politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) s'est réuni le 20 décembre à Yaoundé (Cameroun). Au cours de la quatrième réunion ordinaire, présidée par le gouverneur de la Banque centrale, Lucas Abaga Nchama, le Comité de politique monétaire (CPM),

l'organe de décision de la BEAC en matière de politiques monétaire et de gestion des réserves de change, a indiqué, selon le communiqué rendu public hier, que la croissance de la Cémac va se situer à 1% en 2016. Un taux en baisse, comparé au 1,7% annoncé en octobre et au 1,8% prévu en juillet 2016. Selon le gouverneur Lucas Abaga

Nchama, « au niveau sous-régional, le CPM a noté une décélération de la croissance, plus prononcée qu'initialement prévu, en liaison avec les effets dépressifs de la morosité du secteur pétrolier sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier. ». Le Comité de politique monétaire a, par ailleurs, relevé une reprise des

pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation se situant au niveau de la norme communautaire de 3,0%, la persistance du déficit budgétaire à 7,9%, un repli du déficit extérieur courant et une situation monétaire qui se solderait par un taux de couverture extérieure de la monnaie d'environ 50%. Tenant compte de ces ana-

lyses, le Comité de la Beac a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt des appels d'offres (2,45%). Idem pour ce qui concerne les taux d'intérêt sur placements des banques (0,00%). Le principal taux directeur de la Beac reste inchangé à 2,45%, pour des raisons de stabilité monétaire et financière.

**Brèves**

**Mali/ 270 millions \$ pour une dizaine de projets d'infrastructures routières en 2017**

Le gouvernement malien va consacrer 169 milliards de francs (environ 270 millions \$) pour une dizaine de projets d'infrastructures routières en 2017. L'annonce a été faite par le ministre malien de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement, M. Mamadou Hachim Koumaré, lors de la réunion annuelle des services de routes, tenue à Bamako la semaine dernière. Ces projets d'infrastructures routières seront entièrement financés par le budget national de l'Etat malien, a précisé Mamadou Hachim Koumaré.

**Cameroun/ La Cobac retire l'agrément de la microfinance à la Mutuelle de développement et d'investissement**

La Commission bancaire d'Afrique centrale informe, dans un communiqué publié par voie de presse, le 20 décembre 2016, qu'elle a décidé, depuis le 21 juin 2016, à Libreville, au Gabon, de retirer l'agrément de la Mutuelle de développement et d'investissement du Cameroun (Mdic), en qualité d'établissement de microfinance de première catégorie « à titre disciplinaire ». Sans plus de détails. Selon le communiqué signé de Lucas Abaga Nchama, le président de la Cobac, le gendarme des établissements financiers « est habilité à désigner un liquidateur à la Mdic ».

**ASECNA/ La Banque Atlantique Côte d'Ivoire accorde un prêt de 41 millions \$ à l'institution pour financer son plan d'investissement**

La Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI), filiale du groupe Atlantic Business International (ABI), elle-même membre du groupe Banque Centrale Populaire du Maroc, vient d'accorder un prêt d'un montant de 26 milliards de Fcfa (environ 41,3 millions \$) à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). La convention de financement a été signée, le mardi 20 décembre 2016, au siège de l'ASECNA à Dakar. Cet appui financier qui se fera au sein du réseau BACI, présent dans les 8 pays de l'espace UEMOA, sera dédié au financement partiel des projets prioritaires du Plan des Services et d'équipements de l'ASECNA.

Rassemblées par W.N.

**Sécurité alimentaire et nutritionnelle**

**Vers l'élaboration d'un document national**

JM  
Libreville/ Gabon

LA salle multimédia de la FAO a servi de cadre à la réunion d'échanges de la plate-forme multisectorielle dans le cadre du projet sous-régional d'élaboration et de révision des politiques nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'ordre du jour de cette rencontre a porté sur le partage des éléments du document de la politique

nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle par les membres de la plate-forme et les chefs de départements ministériels de l'Agriculture et de la Santé. Selon les membres de la plate-forme, il était question d'examiner les secteurs et acteurs clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national, de présenter aux autorités nationales un document préalablement discuté au niveau de la plate-forme, et de recueillir les observations des autori-



Photo : Jean Madouma

Une vue des membres de la plate-forme "Sécurité alimentaire et nutritionnelle" à la FAO.

tés nationales. Avant de présenter le document aux autorités, les membres de la plate-forme ont présenté les axes stra-

tégiques sur lesquels ils ont travaillé. Notamment les changements climatiques et l'agriculture. Pour ce qui est des change-

ments climatiques, les discussions des membres ont tourné autour des thématiques liées à l'augmentation de la production agricole des ménages, la protection des bassins versants et le renforcement de l'encadrement des producteurs et productrices agricoles.

En ce qui concerne le thème sur l'agriculture, la plate-forme a axé sa réflexion sur le développement et la diversification de la production alimentaire à travers l'agriculture, l'élevage, la pêche et la forêt.

**Agriculture**

**La contribution de la BAD en Afrique**

FA.  
Libreville/Gabon

LA Banque africaine de développement (BAD), l'un des principaux investisseurs dans le domaine de l'agriculture sur le continent, dans sa nouvelle "Revue sur l'efficacité du développement" parue hier, déclare avoir rempli ses objectifs quant au déploiement de 5,5 milliards de dollars sur cinq ans. Le communiqué de presse publié hier sur leur site, pré-

sente un bref aperçu des résultats clés de la BAD. Il s'agit, entre autres, de la formation de trois millions de personnes sur l'utilisation de meilleures pratiques agricoles, de la mise en service de 20 000 marchés et espaces de stockage, de la construction de 4 000 kilomètres de routes de desserte, de la fourniture de 150 000 prêts en microcrédits et de l'établissement des systèmes de gestion de l'eau sur 181 000 hectares de terres agricoles. « L'une des contributions les plus importantes de la BAD à

l'élaboration de l'ordre du jour de l'agriculture a été son rôle de premier plan lors de la conférence "Nourrir l'Afrique" à Dakar en octobre 2015, où elle a aidé à élaborer un plan pour l'Afrique, afin de transformer le secteur agricole africain. Le plan vise à accélérer les programmes de nutrition, à accroître la productivité de l'agriculture par la recherche, à développer les corridors agricoles et les zones agro-industrielles pour obtenir un appui en matière d'infrastructure, à mettre en place un mécanisme de par-

tage des risques, à lancer la levée de 3 milliards de dollars pour financer des agricultrices, et à développer les transferts d'obligations sur l'agriculture en provenance de la diaspora », mentionne le communiqué. Cette revue cite également les opérations les plus remarquables de la Banque pour la période suscitée, qui comprennent le Programme africain de réponse à la crise alimentaire, qui a accéléré l'aide et en a recueilli 1 milliard de dollars, permettant de meilleures récoltes.

Aujourd'hui, la BAD entend augmenter ses résultats grâce à sa nouvelle stratégie, en vigueur jusqu'en 2025, en investissant 24 milliards de dollars et en stimulant l'investissement global par des prises de participations et le recours à des instruments de crédit et de risque. « Il est de plus en plus évident que l'investissement dans l'agriculture est la meilleure façon d'en finir avec la faim, la malnutrition et l'extrême pauvreté en Afrique », indique le rapport sur le développement.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 21/12/2016			FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du		
<p>Union Gabonaise de Banque</p> <p>SiteWeb : <a href="http://www.ugb-banque.com">http://www.ugb-banque.com</a></p>	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>				
	USD	1,0364	1USD =	632,919	1 USD	655,071	<b>CAC 40</b>	21/12/2016	<b>4 846,31</b>	
	CAD	1,3896	1CAD =	472,047	1 CAD	496,509	<b>DOW JONES</b>	21/12/2016	<b>19 968,12</b>	
	JPY	122,4300	1JPY =	5,358	100 JPY	557,148				
	GBP	0,8398	1GBP =	781,106	1 GBP	814,839				
	CHF	1,0687	1CHF =	613,790	100 CHF	64 250,33				
	ZAR	14,5806	1ZAR =	44,988	100 ZAR	4678,24				
	MAD	10,6003	1MAD =	61,881	MAD	64,35				
	CNY	7,2104	1CNY =	90,974	1CNY	93,70				
	KES	106,1900	1KES =	6,177	1KES	6,36				
								<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>		<b>21 Décembre 2016: 55,70</b>